

Études 2021 du réseau des ADIL

Avril 2022

Réseau ANIL-ADIL

anil & adil

Sommaire

INTRODUCTION	1
CONJONCTURE ET FONCTIONNEMENT DES MARCHES LOCAUX DE L'HABITAT	2
CONJONCTURE DES MARCHES LOCAUX DE L'HABITAT	2
ADIL de l'Allier	2
— Notes de conjoncture	2
ADIL de l'Ille-et-Vilaine	2
— Indicateurs du marché des terrains à bâtir en Ille-et-Vilaine en 2020	2
ADIL de l'Indre	3
— L'Observatoire de l'habitat	3
— L'indicateur des terrains à bâtir	3
ADIL de Maine-et-Loire	3
— Construction de logements : le Maine-et-Loire résiste à la crise	3
ADIL de la Mayenne	3
— Note n° 9 : La construction neuve en Mayenne (2020)	3
ADIL du Morbihan	3
— Observatoire des terrains à bâtir en ZAC et lotissements	3
— La construction neuve	3
— Tableaux de bord des indicateurs	4
ADIL de Paris	4
— Note de conjoncture annuelle sur le logement neuf en Île-de-France (2020)	4
— Notes de conjoncture trimestrielle sur le logement neuf en Île-de-France	4
ADILE de la Vendée	4
— Les marchés de l'habitat	4
— Le marché des lots aménagés et de la construction neuve	4
ADIL du Val-de-Marne	4
— Note de conjoncture annuelle n° 32	4
FONCTIONNEMENT DES MARCHES LOCAUX DE L'HABITAT	5
ADIL de l'Ain	5
— Cahiers départementaux de l'Habitat n° 1	5
— Cahiers départementaux de l'Habitat n° 2	5
ADIL de l'Allier	5
— Les nouvelles données du recensement de la population 2018	5
— Les mobilités résidentielles et professionnelles dans l'Allier	5
ADIL du Gard	5
— Les chiffres clés de l'habitat et du logement dans le Gard	5
ADIL de la Lozère	6
— Observatoire du PDALHPD - Tableau de bord des indicateurs 2020	6
ADIL de Maine-et-Loire	6
— Logements vacants : les centres-bourgs ruraux de Maine-et-Loire fortement impactés	6
ADIL de la Mayenne	6
— Lettre n° 11 : Les migrations résidentielles en Mayenne	6
ADIL du Haut-Rhin	6
— Panorama du logement en Alsace	6
— Les parcours résidentiels et aspirations des ménages haut-rhinois	6
— Tableau de bord de l'habitat dans le Haut-Rhin	6

ADIL de Paris	7
— Les fiches territoriales : les principaux indicateurs	7
— Le Logement Parisien en Chiffres n° 21	7
ADIL des Yvelines	7
— Portrait du logement des Yvelines et de ses territoires – hors-série n° 2	7

ACCESSION A LA PROPRIETE 8

ADIL du Gard	8
— Les effets de l’accession aidée sur l’habitat dans le Gard	8
ADIL du Morbihan	8
— Accession à la propriété - Analyse des PTZ aidés par l’État en 2020	8
ADIL de la Savoie	8
— Le PTZ en Savoie en 2020	8
ADIL de La Réunion	8
— Accession aidée à la propriété – Le PTZ à La Réunion : bilan 2017-2020	8

PRECARITE ENERGETIQUE ET ECO-RENOVATION 9

ADIL des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence	9
— Observatoire de l’habitat dégradé et de la précarité énergétique	9
ADIL de Maine-et-Loire	9
— La précarité énergétique en Maine-et-Loire	9

COPROPRIETE 10

ADIL des Alpes-Maritimes	10
— Le coût des charges locatives en copropriété dans les Alpes-Maritimes	10
ADILE de la Vendée	10
— Portrait des copropriétés	10

LE PARC LOCATIF PRIVE ET LES OBSERVATOIRES DES LOYERS 11

LES OBSERVATOIRES LOCAUX DES LOYERS	11
ADIL de la Charente-Maritime	11
— Les niveaux de loyers de l’unité urbaine de La Rochelle en 2020	11
ADIL de Corse – antenne d’Ajaccio	11
— Les loyers du secteur privé sur la Communauté d’agglomération du Pays Ajaccien	11
ADIL du Doubs	12
— Les niveaux de loyers dans le parc locatif privé de Besançon	12
— Les niveaux de loyers dans le parc locatif privé de Montbéliard	12
ADIL du Gard	12
— Les loyers du parc privé sur le territoire de la Communauté d’agglomération de Nîmes Métropole	12
ADIL de l’Hérault	12
— Les loyers dans le parc locatif privé en 2020 – Montpellier méditerranée métropole	12
— Les loyers dans le parc locatif privé en 2020 – Sète agglomération méditerranée	12
ADIL de l’Ille-et-Vilaine	13
— Les loyers du parc privé : résultats 2020	13
ADIL du Morbihan	13
— Observatoire local des loyers du Morbihan	13
ADIL de l’Orne	13
— Observatoire local des loyers privés et publics sur la Communauté urbaine d’Alençon	13
ADILE de la Vendée	13
— Observatoire local des loyers	13
ADIL de La Réunion	13
— Observatoire des loyers privés à La Réunion	13

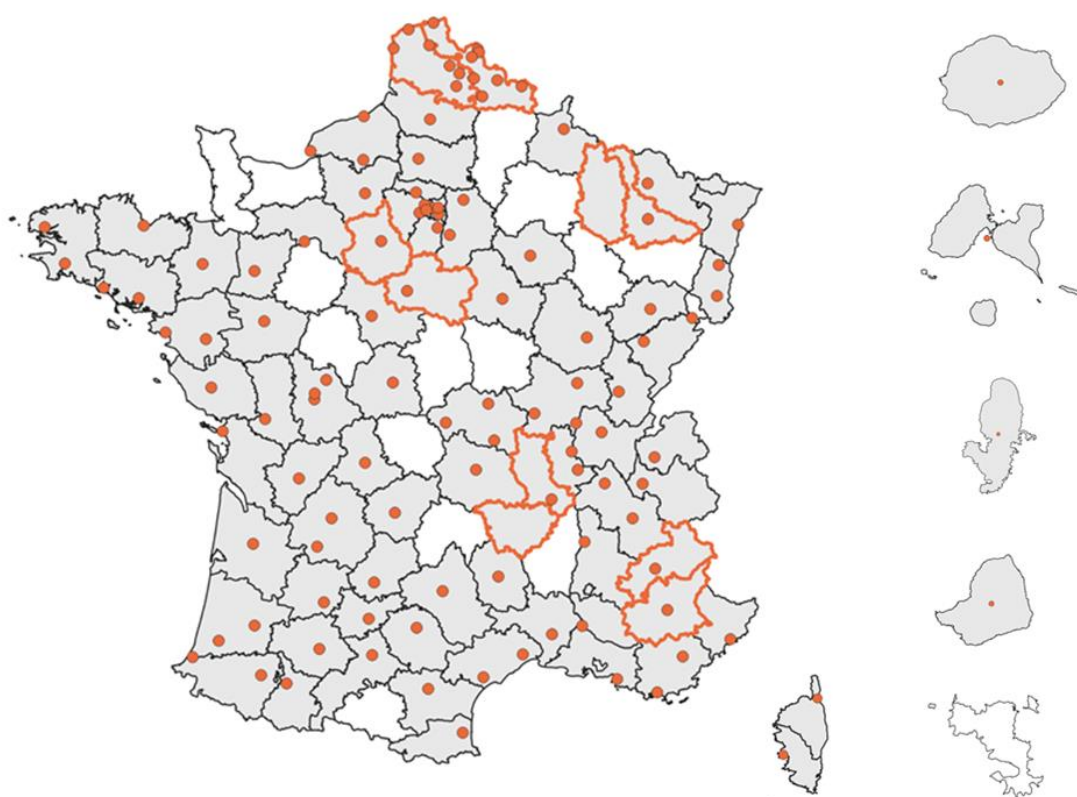
LES AUTRES DEMARCHES D'OBSERVATION DU PARC LOCATIF PRIVE	14
ADIL des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence	14
— Observatoire des loyers des Hautes Alpes : le parc locatif privé en 2020	14
ADIL des Bouches-du-Rhône	14
— Résultats 2020 de l'Observatoire des loyers du parc privé	14
ADIL de la Charente-Maritime	14
— Les niveaux de loyers du parc privé de la CARO	14
ADIL du Doubs	14
— Parc locatif privé et évolution des loyers en Franche-Comté au 1 ^{er} janvier 2020	14
— La vacance dans le parc locatif du Doubs aux 31 décembre 2018, 2019 et 2020	15
ADIL du Gard	15
— Les loyers du parc privé et social Alès agglomération en 2021	15
ADIL de l'Indre	15
— Observatoire du parc locatif privé du département de l'Indre, résultats 2021	15
ADIL du Morbihan	15
— Fiches loyers 2020 des territoires	15
ADIL du Haut-Rhin	15
— Le marché locatif privé dans le Haut-Rhin en 2020	15
LOGEMENT LOCATIF SOCIAL	16
ADIL des Alpes-Maritimes	16
— La demande et l'attribution des logements sociaux dans les Alpes-Maritimes	16
— Quels bénéfices pour les ménages locataires d'entrer dans le parc social ?	16
ADIL de Corse – antenne d'Ajaccio	16
— L'occupation du parc locatif social sur Ajaccio	16
ADIL du Gard	16
— Les loyers du parc social dans le Gard	16
ADIL de Maine-et-Loire	17
— Logements sociaux : une offre diversifiée et croissante en Maine-et-Loire	17
— La demande de logement social en Maine-et-Loire	17
ADIL du Morbihan	17
— Observatoire du logement social	17
PDALHPD, PUBLICS SPECIFIQUES OU EN DIFFICULTES DE LOGEMENT	18
LES QUESTIONS D'EXPULSION LOCATIVE ET LEUR PREVENTION	18
ADIL de l'Ain	18
— Note de synthèse sur les consultations en lien avec un impayé de loyer	18
ADIL de la Mayenne	18
— Lettre n° 12 : Les décisions d'expulsion locative en Mayenne	18
ADIL de Paris	18
— Covid-19 et impayés des salariés du secteur privé dans le parc locatif privé	18
— Covid-19 et impayés de loyer : un nouveau profil de salariés du secteur privé en difficulté	19
— Les impayés de loyer dans le parc privé à Paris en 2020	19
LES PUBLICS SPECIFIQUES	19
ADIL des Alpes-Maritimes	19
— Le logement des étudiants des Alpes-Maritimes : Chiffres clés	19
ADIL de la Moselle	19
— Optimiser l'accompagnement en urgence vers un hébergement adapté et favoriser l'accès à un logement pérenne dès que possible aux femmes victimes de violences	19
— Optimiser l'accès à un logement pérenne et adapté aux gens du voyage en voie de sédentarisation en Moselle	19

Introduction

Dans le cadre de leur mission en matière d'observation, les ADIL publient différentes études sur le logement, les ménages et les marchés de l'habitat à l'échelle intercommunale, départementale, voire régionale. Ces études peuvent être inscrites dans des partenariats avec des collectivités locales, des professionnels de l'immobilier, ou d'autres acteurs du logement au niveau local. Elles peuvent également participer à un dispositif national (comme en matière de loyers) ou intervenir en continuité avec une mission de l'ADIL (animation du PDALHPD, action renforcée en matière de prévention des expulsions, etc.).

Ces travaux réguliers sont fondés sur les données statistiques disponibles localement, sur des enquêtes auprès des promoteurs ou des agents immobiliers, mais aussi sur des outils d'observation mis en place par les ADIL elles-mêmes ou encore sur les données collectées lors des consultations qu'elles délivrent. Ils sont généralement enrichis d'une approche qualitative alimentée par les contacts quotidiens des ADIL avec les particuliers, les professionnels, les associations et les institutions.

L'ANIL présente ici 75 études parmi celles publiées par les ADIL en 2021. Ces publications portent sur sept thématiques : la conjoncture et la structure des marchés immobiliers locaux, l'accèsion à la propriété, la performance énergétique, la copropriété, les marchés locatifs privés, le logement locatif social et enfin, la connaissance des publics spécifiques ou rencontrant des difficultés de logement.



Légende

- Départements couverts par une ADIL
- Lieux d'accueil des ADIL
- ADIL interdépartementale
- Départements non couverts par une ADIL

Conjoncture et fonctionnement des marchés locaux de l'habitat

Conjoncture des marchés locaux de l'habitat

Plusieurs ADIL disposant d'un Observatoire de l'habitat ont une activité ciblée sur les marchés locaux. Parmi les études publiées en 2021, 17 portent principalement sur l'analyse de la conjoncture, c'est-à-dire l'offre foncière, les transactions de logements, ou encore l'évolution de la construction telle qu'en rend compte la base des permis de construire. Par ailleurs, 14 autres études s'intéressent plus spécifiquement à la structure des marchés locaux de l'habitat. Elles proposent ainsi une analyse thématique du parc de logements sur leur territoire en lien avec les politiques locales de l'habitat.



ADIL de l'Allier

— Notes de conjoncture Note n° 20 Note n° 21

L'ADIL de l'Allier traite notamment de l'évolution de la construction neuve dans l'Allier en 2020, avec une analyse spécifique à l'échelle des trois Communautés d'agglomération et des Communautés de communes prises dans leur ensemble. Une rubrique est également consacrée aux éléments les plus récents en matière d'observation de l'habitat dans le département, avec notamment les dernières données relatives aux dispositifs du Prêt à taux zéro (PTZ) et de l'Éco-prêt à taux zéro (Éco-PTZ). Enfin, l'évolution du parc de logements sur le département est également abordée.

ADIL de l'Ille-et-Vilaine

— Indicateurs du marché des terrains à bâtir en Ille-et-Vilaine en 2020

Novembre 2021

L'Observatoire des terrains à bâtir en Ille-et-Vilaine est né d'un partenariat avec le Conseil départemental et la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM). Chaque année, l'ADIL 35 assure auprès des lotisseurs privés et publics la collecte des informations sur l'offre et la commercialisation des terrains à bâtir (opérations de plus de 5 lots). Il s'agit d'assurer la transparence sur cette offre pour les particuliers souhaitant faire construire ou investir en Ille-et-Vilaine et favoriser le rapprochement de l'offre et la demande. Il s'agit également d'observer le fonctionnement du marché et d'assurer le suivi de l'offre et la commercialisation pour les acteurs publics et privés de l'habitat. L'enquête a lieu au 1^{er} semestre de chaque année. Les indicateurs principaux sont le volume de l'offre, le nombre de ventes, le prix moyen au lot et au m², les surfaces des lots et les caractéristiques des stocks.

ADIL de l'Indre

— L'Observatoire de l'habitat

Juillet 2021

Depuis 1999, l'Observatoire de l'habitat suit chaque année l'évolution du marché du logement et son environnement économique et social. La 22^{ème} édition de l'observatoire constate les dernières tendances du logement dans les différents territoires du département de l'Indre. Incontestablement, la crise économique et sociale a emboîté le pas à la crise sanitaire. L'année 2020 a été marquée d'incertitudes et d'hésitations...

— L'indicateur des terrains à bâtir

Mars 2021

Ce document est établi à partir de l'enquête annuelle auprès des lotisseurs et commercialisateurs de terrains en lotissement. L'ADIL publie des informations concernant les opérations en cours de commercialisation, les prix, les surfaces disponibles ainsi que tous les contacts nécessaires pour établir un projet d'accession dans le neuf.

ADIL de Maine-et-Loire

— Construction de logements : le Maine-et-Loire résiste à la crise

Mai 2021

La crise sanitaire du Covid-19 et les trois mois de confinement ont éprouvé le secteur du BTP qui voit sa production de logements baisser de 14 % en France en 2020. Cette régression affecte la plupart des départements mais le Maine-et-Loire résiste à la crise. Dans ce contexte de récession économique, le Maine-et-Loire affiche un rebond de +60 % d'ouvertures de chantier.

ADIL de la Mayenne

— Note n° 9 : La construction neuve en Mayenne (2020)

Décembre 2021

La note conjoncturelle évalue la dynamique du marché de la construction neuve dans un contexte d'augmentation des coûts de la construction (crise sanitaire, RE 2020). Après deux années de régression, la France métropolitaine enregistre en 2020 une nouvelle baisse de -3,5 % de logements neufs. Cette même année, seule la moitié des départements métropolitains enregistre une augmentation, dont la Mayenne qui se classe à la 10^{ème} position de ces territoires épargnés (+25,1 %).

ADIL du Morbihan

— Observatoire des terrains à bâtir en ZAC et lotissements

Décembre 2021

Cette publication analyse les dynamiques de production et de commercialisation des terrains à bâtir en Zone d'aménagement concertée (ZAC) et lotissements de trois lots et plus en Morbihan. Les chiffres sont complétés par des observations et des avis sur le marché de lotisseurs, commercialisateurs ou collectivités ayant contribué à l'enquête en 2020.

— La construction neuve

Juillet 2021

Cette publication étudie les dynamiques récentes de construction neuve pour tenter de mieux appréhender les perspectives futures. Elle porte sur les autorisations et mises en chantiers de logements neufs à usage d'habitation. Cette année, un focus sur la consommation foncière présente brièvement le principe du Zéro artificialisation nette (ZAN).

Tableaux de bord des indicateurs

Juin 2021

Les tableaux de bord des indicateurs sont des documents synthétiques publiés chaque année. Ils permettent ainsi de regrouper dans un quatre pages l'ensemble des indicateurs clés du territoire. On y retrouve ainsi des statistiques portant sur les quatre grands thèmes suivants : démographie, emploi, habitat (données de cadrage et données de marché) et parc locatif (social et privé). Ils sont disponibles à l'échelle du département, ainsi que des 14 EPCI et des 250 communes qui le composent.

ADIL de Paris

Note de conjoncture annuelle sur le logement neuf en Île-de-France (2020)

Mars 2021

Cette étude présente la conjoncture pour l'année 2020 correspondant à une période d'enquête du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020. Elle se compose d'une synthèse régionale faisant le point sur les ventes et les commercialisations de la période, ainsi que sur l'état du stock de logements disponibles en Île-de-France à la fin de l'année. Puis, elle se décline par département selon les mêmes items. Les données sont issues d'une part de l'Enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) et d'autre part de la base ECLAIR des ADIL.

Notes de conjoncture trimestrielle sur le logement neuf en Île-de-France

 1^{er} trimestre  2^{ème} trimestre  3^{ème} trimestre

Ces notes réalisent un état de la conjoncture pour les trois premiers trimestres 2020 correspondant à une période d'enquête du 1^{er} janvier au 30 septembre 2020. Elles se composent d'une synthèse régionale faisant le point sur les ventes et les commercialisations de la période, ainsi que sur l'état du stock de logements disponibles en Île-de-France à la fin de chaque trimestre étudié. Puis, elles se déclinent par département selon les mêmes items. Les données sont issues d'une part de l'ECLN et d'autre part de la base ECLAIR des ADIL.

ADILE de la Vendée

Les marchés de l'habitat

Octobre 2021

L'ADILE de la Vendée, Observatoire départemental de l'habitat, dresse un portrait des différents marchés de l'habitat et leurs évolutions récentes. Cette note de conjoncture présente ainsi les données les plus récentes au niveau du département notamment sur la construction neuve, les mobilités résidentielles, les Prêts à taux zéro (PTZ), la mobilisation des aides à l'accession, les transactions sur le marché de l'existant.

Le marché des lots aménagés et de la construction neuve

Mai 2021

L'étude sur le marché des lots aménagés, réalisée annuellement depuis 2004, permet de suivre la dynamique de commercialisation dans le territoire vendéen et l'évolution des prix médians des terrains à bâtir. Cette étude analyse d'abord la production des lots aménagés, puis l'offre et enfin les ventes. La publication analyse également les dynamiques récentes de la construction neuve.

ADIL du Val-de-Marne

Note de conjoncture annuelle n° 32

Novembre 2021

La note présente, sur le thème du marché immobilier dans le département en 2020 et début 2021, et à l'appui de cartes et illustrations, les principaux éléments permettant d'appréhender la conjoncture immobilière dans son ensemble : transactions dans l'ancien, activité des promoteurs immobiliers et construction neuve. Un document annexe avec l'ensemble des données par commune du Val-de-Marne est également proposé. Les territoires du Grand Paris ont été intégrés dans l'analyse.

Fonctionnement des marchés locaux de l'habitat

ADIL de l'Ain

— Cahiers départementaux de l'Habitat n° 1

Septembre 2021

L'ADIL de l'Ain est chargée de mettre en œuvre l'Observatoire départemental de l'habitat. Dans ce cadre, elle observe les tendances démographiques, socio-économiques du parc de logement, pour comprendre l'évolution de la demande et de l'offre en logement. La première note de l'Observatoire « L'Ain, acteur du dynamisme régional » est parue en septembre 2021. Elle permet de positionner les tendances aindinoises dans le contexte régional.

— Cahiers départementaux de l'Habitat n° 2

Décembre 2021

Le second cahier « L'Ain et ses dynamiques démographiques » observe les évolutions et inter-incidences de l'attractivité des territoires sur la structure des ménages et sur l'évolution potentielle des besoins en logements. Un troisième numéro de ces cahiers départementaux est paru en janvier 2022 sur les tendances socio-économiques du département.

ADIL de l'Allier

— Les nouvelles données du recensement de la population 2018

Janvier 2021

Chaque année, l'ADIL de l'Allier publie une note démographique sur l'évolution de la population dans le département, les principaux indicateurs démographiques sont déclinés par communauté de communes, et un focus est réalisé sur chacune des trois communautés d'agglomération.

— Les mobilités résidentielles et professionnelles dans l'Allier

Mars 2021

Cette étude s'intéresse aux nouveaux arrivants sur le département de l'Allier et aux mouvements internes au département, à l'échelle des trois communautés d'agglomération et des Communautés de communes prises dans leur ensemble.

Le département de l'Allier affiche un solde migratoire positif, témoignant d'une certaine attractivité du territoire. Cependant, le solde naturel continue d'accuser un important déficit, lié à un vieillissement marqué de la population.

ADIL du Gard

— Les chiffres clés de l'habitat et du logement dans le Gard

Mars 2021

Cette nouvelle édition des « Chiffres clés de l'habitat et du logement dans le Gard », réalisée dans le cadre de l'Observatoire du plan départemental de l'habitat, a pour ambition de présenter à un large public, et aux professionnels du logement, les principaux éléments de cadrage liés à l'habitat dans le département. Elle situe le département du Gard dans son contexte régional, puis analyse son évolution démographique, les caractéristiques des parcs de logements, de leur développement, et de leur occupation. Les dynamiques de marché sont abordées à travers l'analyse des transactions immobilières, des niveaux de prix des loyers, ainsi que des PTZ. Cette publication répertorie aussi les dispositifs opérationnels destinés à la réhabilitation du parc ancien dont on a pu mesurer, au fil du temps et des observations, le rôle déterminant qu'ils peuvent jouer pour les territoires qui les ont mis en œuvre.

ADIL de la Lozère

— Observatoire du PDALHPD - Tableau de bord des indicateurs 2020

Mars 2021

Ce document présente les chiffres clés en matière de logement et d'hébergement du département de la Lozère. Il donne ainsi les données de cadrage socio-démographique, recense l'offre sociale d'hébergement, décrit la segmentation du parc de logement, sa qualité, son occupation, et les dynamiques du marché immobilier.

ADIL de Maine-et-Loire

— Logements vacants : les centres-bourgs ruraux de Maine-et-Loire fortement impactés

Février 2021

Le Maine-et-Loire comptabilise 29 000 logements vacants en 2019, ce qui représente 7 % de son parc de logements. Ce taux est largement inférieur à celui de la France mais il masque de fortes disparités territoriales : les centres-bourgs ruraux du département sont par exemple deux fois plus impactés (14 %).

ADIL de la Mayenne

— Lettre n° 11 : Les migrations résidentielles en Mayenne

Mars 2021

La lettre n° 11 caractérise les migrations résidentielles à une échelle supra et infra départementale. Plusieurs facteurs (âge, catégorie socio-professionnelle...) sont pris en compte afin de connaître le niveau d'attractivité des territoires mayennais. Sur les cinq dernières années, 158 des 240 communes mayennaises ont un solde migratoire apparent négatif. Les communes rurales sont largement impactées par ce processus, puisque 75 % comptabilisent davantage de sorties que d'entrées sur leur territoire.

ADIL du Haut-Rhin

— Panorama du logement en Alsace

Mars 2021

Dans le cadre de la création de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) au 1^{er} janvier 2021, l'Observatoire de l'ADIL du Haut-Rhin a réalisé un panorama du logement en Alsace, qui présente un éventail d'indicateurs « Logement » à l'échelle alsacienne. L'étude s'articule autour d'une double approche :

- l'Alsace au sein de la région Grand-Est (mise en regard des indicateurs avec ceux des autres départements de la région) ;
- l'Alsace et ses territoires (sélection d'indicateurs à l'échelle des intercommunalités).

— Les parcours résidentiels et aspirations des ménages haut-rhinois

Novembre 2021

Au moment où les trajectoires résidentielles se complexifient (contexte sanitaire, télétravail, périurbanisation, hausse du coût des énergies...), l'Agence s'est de nouveau intéressée à la question des parcours résidentiels. Cette démarche, menée dans le cadre d'un mémoire universitaire, se veut exploratoire et apporte un éclairage sur certaines situations, sans volonté de généralisation des enseignements tirés.

— Tableau de bord de l'habitat dans le Haut-Rhin

Décembre 2021

Le tableau de bord de l'habitat présente annuellement les dernières données disponibles en matière de démographie, emploi, structure et dynamique de l'offre en logements, parc locatif et niveaux de loyers, amélioration du parc privé avec les aides de l'Anah, les aides à l'achat immobilier (PTZ), le logement des plus fragiles.

ADIL de Paris

— Les fiches territoriales : les principaux indicateurs

Septembre 2021

Cette publication regroupe des fiches détaillées par arrondissement qui présentent l'essentiel des données sur le logement et l'habitat à Paris. Chacune d'entre elles établit un portrait statistique de chaque arrondissement en s'appuyant sur différentes sources (Insee, RPLS, Notaires de Paris-Île-de-France, base ECLAIR...).

— Le Logement Parisien en Chiffres n° 21

Novembre 2021

Réalisé avec le concours de partenaires institutionnels, le Logement Parisien en Chiffres dresse un portrait chiffré exhaustif de l'état du logement et de l'habitat à Paris sur l'année 2020. La publication s'organise en trois parties : le parc de logements, les marchés du logement et les dispositifs d'aides bénéficiant aux Parisiens.

ADIL des Yvelines

— Portrait du logement des Yvelines et de ses territoires – hors-série n° 2

Juillet 2021

Le portrait du logement, par l'analyse et la mise à disposition de données statistiques, contribue à une meilleure connaissance des mécanismes complexes du logement, à l'œuvre dans les territoires yvelinois. La dernière édition « Hors-série n° 2 » propose une analyse rétrospective sur les six dernières années (bilan 2014-2020).

Accession à la propriété

Les ADIL informent les ménages préparant un projet d'accession à la propriété, tant sur les aspects juridiques qu'économiques. Elles peuvent également fournir un éclairage local de ces marchés, soumis à la fois à l'évolution de la demande des ménages, à des dynamiques économiques (taux d'intérêts, conjoncture de l'emploi), ainsi qu'à l'évolution des dispositifs nationaux et locaux d'aides à l'accession. Quatre études d'ADIL décrivent les profils des accédants à la propriété, notamment quand ils ont eu recours à un Prêt à taux zéro (PTZ), ou portent sur la conjoncture des marchés de l'accession.



ADIL du Gard

— Les effets de l'accession aidée sur l'habitat dans le Gard

Octobre 2021

Cette étude s'attache à analyser l'impact que peut avoir localement le Prêt à taux zéro (PTZ) sur l'évolution du parc de logements, et plus largement, sur les effets de ce dispositif en matière d'étalement urbain et de diversification de l'offre en logement dans le Gard.

ADIL du Morbihan

— Accession à la propriété - Analyse des PTZ aidés par l'État en 2020

Décembre 2021

Cette étude, publiée chaque année, rend compte de la dynamique de l'accession aidée à la propriété, liée au PTZ, dans le département du Morbihan. Elle dresse les différentes caractéristiques des opérations d'accession intégrant un PTZ ainsi que le profil des ménages primo-accédants.

ADIL de la Savoie

— Le PTZ en Savoie en 2020

Octobre 2021

Dans un contexte global de tension du marché immobilier et de problématique d'accession à la propriété, l'ADIL de la Savoie s'est emparée de ce sujet pour mieux connaître le fonctionnement du PTZ et faciliter son accès. Cet éclairage vise à dresser un bilan de la primo-accession accompagnée d'un PTZ au cours de l'année 2020 en Savoie et comprendre ainsi quels types d'opérations sont engagés, dans quels secteurs et par quelles typologies de publics.

ADIL de La Réunion

— Accession aidée à la propriété – Le PTZ à La Réunion : bilan 2017-2020

Août 2021

Avec 18 000 consultations réalisées en 2021, dont près d'une sur cinq est en lien avec l'accession à la propriété, l'ADIL de La Réunion occupe une position d'observateur privilégié du financement de l'habitat. Cette étude présente le profil des bénéficiaires du PTZ, des opérations financées ainsi que la localisation des projets et le nombre de PTZ distribués sur le territoire.

Précarité énergétique et éco-rénovation

Dans le sillage du développement de l'activité d'information des particuliers sur la rénovation énergétique, deux études cherchent à améliorer la connaissance des profils des ménages et des types d'habitats concernés par des dispositifs de lutte contre la précarité énergétique ou par des politiques en faveur de la rénovation énergétique.



ADIL des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence

— Observatoire de l'habitat dégradé et de la précarité énergétique

Avril 2021

L'Observatoire de l'habitat dégradé et de la précarité énergétique a été mis en place en 2012 à l'initiative de la Direction départementale des territoires des Hautes-Alpes, en partenariat avec l'Agence régionale de santé PACA et l'ADIL. Les logements identifiés dans le cadre de cet observatoire émanent des situations traitées par les acteurs dans le cadre du Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique (PDLHI-PE) des Hautes-Alpes, ainsi que des logements repérés dans le cadre des dispositifs locaux d'aides à l'amélioration de l'habitat sur le département des Hautes-Alpes dispensées par l'Anah.

ADIL de Maine-et-Loire

— La précarité énergétique en Maine-et-Loire

Novembre 2021

L'ADIL de Maine-et-Loire, Observatoire départemental de l'habitat, investit chaque année de nouvelles thématiques afin de les mettre en relation avec les objectifs du Plan départemental de l'habitat et de l'hébergement (PDHH). À l'occasion de la publication des données sur la précarité énergétique, l'Observatoire dresse un état des lieux de cette précarité dans le département et les disparités visibles au sein des intercommunalités.

Copropriété

Deux études s'intéressent aux caractéristiques et aux problématiques liées à la copropriété. La première se penche sur le poids des charges locatives dans les immeubles du département des Alpes-Maritimes tandis que l'autre dresse un portrait quasi complet des copropriétés en Vendée.



ADIL des Alpes-Maritimes

— Le coût des charges locatives en copropriété dans les Alpes-Maritimes

Septembre 2021

Cette étude s'intéresse aux charges locatives en copropriété, afin de mieux connaître la dépense liée au logement supportée par les ménages locataires du département des Alpes-Maritimes. Elle se focalise sur certaines charges récupérables auprès des ménages locataires, à savoir l'approvisionnement collectif en eau froide et chaude, le chauffage collectif ou mixte, les charges liées à l'ascenseur, à la présence d'un gardien, et à l'entretien des parties communes et des espaces verts.

ADILE de la Vendée

— Portrait des copropriétés

Janvier 2021

Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'observatoire départemental de l'habitat copiloté par le Département de la Vendée et l'État. Elle porte sur les copropriétés d'habitation en Vendée, à savoir toute copropriété d'appartements ou de maisons composée d'au moins un lot d'habitation. L'étude détaille les caractéristiques et l'occupation des copropriétés, leur administration et gestion ainsi que les ventes de logements.

Le parc locatif privé et les observatoires des loyers

Concernant l'observation des loyers du parc privé, 21 études font état du marché sur des territoires à une échelle allant de la commune au département. Certaines d'entre elles s'inscrivent dans le cadre des travaux menés en 2021 par les 17 ADIL membres du réseau des Observatoires locaux des loyers (OLL). Les autres publications s'appuient sur d'autres méthodes, généralement sur une collecte auprès de professionnels de l'immobilier, notamment par le biais de l'outil de publication en ligne de petites annonces propre au réseau ou sur une collecte auprès de particuliers (bailleurs et/ou locataires) venus consulter l'ADIL. Elles se concentrent donc, le plus souvent, sur les mises en location.



Les Observatoires locaux des loyers

L'ensemble des résultats détaillés dans ces études est disponible sur : www.observatoires-des-loyers.org.

ADIL de la Charente-Maritime

— Les niveaux de loyers de l'unité urbaine de La Rochelle en 2020

Décembre 2021

Membre du réseau national des OLL, l'Observatoire de La Rochelle présente les résultats de sa collecte 2020. L'Observatoire des loyers, porté depuis 2015 par l'ADIL de la Charente-Maritime, mène des travaux sur les locations du parc privé des dix communes soumises à la loi sur les logements vacants : Angoulins, Aytré, Châtaillon-Plage, Dompierre-sur-Mer, Lagord, Nieul-sur-Mer, Périgny, Puilboreau, La Rochelle et Salles-sur-Mer. Les niveaux de loyers sont calculés à l'échelle de ces dix communes ainsi qu'à une échelle plus fine, selon trois zones :

- l'hyper-centre de La Rochelle, les Minimes et la Genette ;
- les quartiers périphériques de La Rochelle ;
- les neuf autres communes de la zone tendue.

ADIL de Corse – antenne d'Ajaccio

— Les loyers du secteur privé sur la Communauté d'agglomération du Pays Ajaccien

Juin 2021

Cette étude éclaire la connaissance et la compréhension du fonctionnement du marché locatif privé de la Communauté d'agglomération du Pays Ajaccien, véritable bassin de vie de la région. Elle s'adresse autant aux professionnels et aux particuliers qu'aux élus et collectivités.

ADIL du Doubs

— Les niveaux de loyers dans le parc locatif privé de Besançon

Septembre 2021

L'ADIL du Doubs réalise depuis plus de 25 ans, à Besançon, une enquête annuelle visant à connaître les niveaux de loyers du parc privé et leur évolution. Cette enquête fournit aux professionnels, particuliers et institutionnels un référentiel reconnu qui contribue à améliorer la connaissance du marché locatif local. De plus, cette observation des loyers du parc privé de Besançon s'inscrit dans le réseau national des Observatoires Locaux des Loyers. L'ensemble des résultats diffusés répond ainsi aux exigences de prescriptions méthodologiques élaborées et validées par un comité scientifique de l'observation des loyers.

— Les niveaux de loyers dans le parc locatif privé de Montbéliard

Septembre 2021

L'observatoire collecte des données portant sur les loyers du parc privé auprès des bailleurs institutionnels, des administrateurs de biens de même qu'auprès de particuliers, bailleurs privés ou locataires. Les données ainsi recueillies sont représentatives du parc locatif privé en termes de caractéristiques (type de logement, nombre de pièces, mode de gestion, ancienneté d'emménagement du locataire, époque de construction de l'immeuble...) et de localisation. L'enquête s'appuie principalement sur un réseau de professionnels de l'immobilier et sur un panel de logements en gestion directe.

ADIL du Gard

— Les loyers du parc privé sur le territoire de la Communauté d'agglomération de Nîmes Métropole

Septembre 2021

Cette publication présente les résultats de l'Observation des loyers du parc privé au 1^{er} janvier 2021 sur le territoire de Nîmes Métropole. Outre les loyers, présentés par typologie et par zone infracommunale, époque de construction, ancienneté du bail et type de gestion, l'édition 2021 de l'OLL 30 propose un éclairage sur la mobilité des locataires du parc privé ainsi que sur le positionnement des loyers des appartements nîmois par rapport au plafond Pinel applicable en 2021.

ADIL de l'Hérault

— Les loyers dans le parc locatif privé en 2020 – Montpellier méditerranée métropole

Mars 2021

L'Observatoire local des loyers (OLL) de l'Hérault fait partie depuis 2013 du réseau national des OLL. Cette publication étudie la situation du marché locatif privé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole : l'évolution du parc et son occupation ; les niveaux de loyers pratiqués ; ainsi que la dynamique du marché à travers de deux indicateurs : les évolutions de loyers et les délais de relocation. Les résultats sont établis à partir d'un échantillon de 12 252 logements collectés en 2020, soit 16 % du parc locatif privé. Au 1^{er} janvier 2020, le loyer médian de la métropole de Montpellier s'élève à 12,8 €/m². Le marché Montpelliérain se caractérise par des niveaux de loyers particulièrement élevés et se place en 3^{ème} position des agglomérations les plus chères après Paris et Nice.

Entre le 1^{er} janvier 2019 et le 1^{er} janvier 2020, les loyers hors charges ont progressé de +1,4 % en moyenne. On constate également qu'un logement reste vacant 22 jours entre deux locations (en valeur médiane), délai qui se réduit comparativement à l'année passée (29 jours en médiane).

— Les loyers dans le parc locatif privé en 2020 – Sète agglomération méditerranée

Mars 2021

L'Observatoire local des loyers (OLL) de l'Hérault fait partie depuis 2013 du réseau national des OLL. Cette publication étudie la situation du marché locatif privé sur le territoire de Sète agglomération méditerranée : l'évolution du parc et son occupation ; les niveaux de loyers pratiqués ; ainsi que la dynamique du marché à travers de deux indicateurs : les évolutions de loyers et les délais de relocation.

Les résultats sont établis à partir d'un échantillon de 2 671 logements collectés en 2020, soit 17 % du parc locatif privé. Les loyers hors charges ont progressé de +1,2 % en moyenne sur l'agglomération de Sète entre le 1^{er} janvier 2019 et le 1^{er} janvier 2020.

On constate également qu'un logement reste vacant 22 jours entre deux locations (en valeur médiane), un délai qui se réduit comparativement à l'année passée (25 jours en médiane), confirmant la tendance à la baisse observée en 2019 du délai de relocation.

ADIL de l'Ille-et-Vilaine

— Les loyers du parc privé : résultats 2020

Septembre 2021

L'Observatoire local des loyers (OLL) d'Ille-et-Vilaine est membre depuis 2013 du réseau national des OLL. Cette publication restitue les travaux sur les résultats 2020 dans les trois agglomérations concernées : Rennes Métropole - Vitré Communauté et Saint-Malo agglomération ainsi que le reste du département par EPCI.

ADIL du Morbihan

— Observatoire local des loyers du Morbihan

Mars 2021

Membre du réseau national des Observatoires locaux des loyers (OLL) depuis 2017, l'ADIL du Morbihan publie les résultats de son enquête 2020 portant sur les loyers dans le parc locatif privé des territoires de Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération (2 zones), Lorient Agglomération (2 zones) et Auray-Quiberon - Terre Atlantique (1 zone).

ADIL de l'Orne

— Observatoire local des loyers privés et publics sur la Communauté urbaine d'Alençon

Septembre 2021

L'ADIL de l'Orne publie pour la sixième année consécutive les résultats de son Observatoire local des loyers et délivre ainsi le niveau des loyers du parc locatif sur le périmètre de la Communauté urbaine d'Alençon (CUA). Au 1^{er} janvier 2020, le loyer médian de l'ensemble du parc de la CUA s'élève à 7,5 € du m² de surface habitable. Le montant moyen du loyer est de 475 €.

ADILE de la Vendée

— Observatoire local des loyers

Juillet 2021

L'ADIL de Vendée publie depuis 2016 les résultats de son Observatoire local des loyers et délivre ainsi le niveau des loyers du parc locatif sur quatre territoires : La Roche-sur-Yon Agglomération, Les Sables d'Olonne Agglomération, Challans-Gois Communauté, Pays de Saint-Gilles-Croix-de-Vie. La collecte 2020 représente 30 % du parc locatif privé.

ADIL de La Réunion

— Observatoire des loyers privés à La Réunion

Décembre 2021

En collaboration avec l'AGORAH, Agence d'urbanisme à La Réunion, l'ADIL présente les résultats 2019 de l'observation des loyers du parc privé du territoire réunionnais. Ce dispositif d'observation couvre l'ensemble des communes du département, soit un parc locatif privé de plus de 80 000 logements. Il permet ainsi d'améliorer la connaissance du parc locatif privé à La Réunion.

Les autres démarches d'observation du parc locatif privé

ADIL des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence

— Observatoire des loyers des Hautes Alpes : le parc locatif privé en 2020

Mars 2021

L'ADIL a créé en 2013 un observatoire des loyers à l'échelle du département avec le soutien de la Direction départementale des territoires. Conçu comme un outil d'aide à la décision, cet observatoire a pour principales missions de favoriser la compréhension des modes de régulation des marchés locaux de l'habitat et d'apporter une transparence essentielle aux acteurs de l'habitat, professionnels de l'immobilier et investisseurs, mais aussi aux bailleurs du secteur privé et aux locataires.

Cette publication est annuelle et présente les résultats chiffrés de l'année 2020 de l'observatoire.

ADIL des Bouches-du-Rhône

— Résultats 2020 de l'Observatoire des loyers du parc privé

Février 2021

Ces publications annuelles de l'ADIL restituent les niveaux de loyers sur différents territoires des Bouches-du-Rhône, en partenariat avec la FNAIM. L'enquête porte sur les logements loués vides et gérés par des administrateurs de biens. Elle informe sur le niveau des loyers appliqués hors charges et, lorsque la donnée est disponible, sur la superficie des logements. L'estimation des montants de loyer nécessite un minimum de 25 références, pour chaque nature (collectif / individuel) et type de bien (nombre de pièces). Le plus souvent, les loyers sont présentés dans leur ensemble, mais une approche selon la date d'entrée des locataires peut également être proposée. Un focus sur ceux ayant emménagé dans l'année permet notamment une analyse plus conjoncturelle des loyers (loyers de marché ou de relocation). Une série de tableaux de bord est publiée sur différents territoires de la Métropole d'Aix-Marseille ainsi que sur la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette.

ADIL de la Charente-Maritime

— Les niveaux de loyers du parc privé de la CARO

Octobre 2021

L'ADIL propose une étude des loyers du parc privé des 25 communes de la Communauté d'agglomération de Rochefort Océan. Les statistiques se basent sur un échantillon des locations vides du parc privé. La collecte de données a été réalisée auprès d'agences immobilières et de bailleurs gérant directement leur bien (sans intermédiaire). Il s'agit de loyers hors-charge, dits de stock, c'est-à-dire les loyers des logements loués actuellement (et non ceux qui sont sur le marché). Les informations collectées portent sur les caractéristiques du logement, le loyer et la date d'emménagement. La méthodologie utilisée est proche de celle des Observatoires locaux des loyers (OLL).

ADIL du Doubs

— Parc locatif privé et évolution des loyers en Franche-Comté au 1^{er} janvier 2020

Mars 2021

L'ADIL du Doubs mène depuis plus de dix ans une observation visant à améliorer la connaissance des niveaux de loyers dans le parc privé loué vide de la région Franche-Comté. La publication annuelle des résultats permet, au-delà de la simple quantification des niveaux de loyers selon différents critères, d'estimer l'évolution des loyers sur la base d'un panel de près de 5 000 logements. L'ADIL du Doubs a réalisé cette enquête grâce à la collaboration active de la FNAIM et d'un nombre important de professionnels de l'immobilier locatif de Franche-Comté, de la Caf du Doubs et de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté.

— La vacance dans le parc locatif du Doubs aux 31 décembre 2018, 2019 et 2020

Décembre 2021

La note de conjoncture sur la vacance locative dans le département du Doubs a été initiée en 2009 dans le cadre de l'Observatoire départemental de l'habitat (ODH). Elle a pour objectif le suivi et l'évaluation régulière (trois fois par an) du phénomène de la vacance et de sa saisonnalité dans les deux parcs locatifs (public et privé). Cette analyse qui porte sur l'ensemble du territoire départemental est déclinée sur quatre principaux secteurs (la Communauté d'agglomération du Grand Besançon, Pays de Montbéliard agglomération, zone frontalière et zone « rurale »). Elle aborde les conséquences de la crise sanitaire sur le marché locatif dans le Doubs pour l'année 2020. L'étude est réalisée à partir d'une enquête à « dire d'expert » auprès des professionnels de l'immobilier du parc locatif privé et des données exhaustives des cinq principaux bailleurs du parc public.

ADIL du Gard

— Les loyers du parc privé et social Alès agglomération en 2021

Novembre 2021

Cette publication présente les résultats de l'observation des loyers du parc privé au 1^{er} janvier 2021 sur le territoire d'Alès Agglomération, qu'elle compare avec les loyers du parc social. L'un des objectifs de cet observatoire des loyers est d'accompagner l'évaluation de la politique de l'habitat menée par la communauté d'agglomération, qui a notamment mis en place une OPAH-RU sur son territoire, afin d'améliorer la qualité des logements du parc privé.

ADIL de l'Indre

— Observatoire du parc locatif privé du département de l'Indre, résultats 2021

Décembre 2021

La publication restitue les résultats de l'enquête réalisée auprès des gestionnaires de biens privés et publics sur la vacance ainsi que des statistiques 2021 sur les niveaux de loyers pratiqués dans l'Indre.

ADIL du Morbihan

— Fiches loyers 2020 des territoires

Janvier 2021

Ces fiches constituent des grilles de référence indicatives des loyers du parc privé 2020 réalisées à l'échelle des EPCI du territoire (12 fiches au total). En fonction du volume collecté sur chacun des territoires, les valeurs médianes sont déclinées par typologie (nombre de pièces et type d'habitat) et par zones de marché.

ADIL du Haut-Rhin

— Le marché locatif privé dans le Haut-Rhin en 2020

Mai 2021

Avec la collaboration de nombreux acteurs publics et privés, l'ADIL 68 a mis en place depuis 2007 une démarche visant à améliorer la connaissance du marché et des loyers du parc locatif privé dans le Haut-Rhin. L'étude annuelle qui en résulte s'appuie ainsi sur un très large partenariat (FNAIM 68, syndicats de propriétaires...) et est réalisée en collaboration avec l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne. Elle permet aux professionnels de disposer d'un outil de référence commun à l'échelle du département.

Logement locatif social

Dans le cadre de la préparation de politiques locales de l'habitat relatives à l'habitat locatif social (PLH, CIA, besoins ponctuels par exemple en matière de politiques des loyers...), sept études analysent l'évolution de l'offre, de la demande et de l'occupation du parc social et les comparent avec d'autres indicateurs (démographie, loyers du parc privé...).



ADIL des Alpes-Maritimes

— La demande et l'attribution des logements sociaux dans les Alpes-Maritimes

Juin 2021

Dans les Alpes-Maritimes, au 31 décembre 2019, plus de 39 000 ménages ont déposé une demande de logements sociaux. Avec un taux d'attribution de logements sociaux de 10 % (soit une demande sur 10 satisfaite), le nombre de ménages en attente d'un logement dans le département augmente chaque année. L'étude s'intéresse aux caractéristiques des parcs locatifs privé et social, et des demandes de logements sociaux. Puis elle dresse un portrait des ménages attributaires (hors-mutation) dans le département.

— Quels bénéfices pour les ménages locataires d'entrer dans le parc social ?

Octobre 2021

En se basant sur quatre profils types (un homme célibataire louant un logement d'une pièce, un couple sans enfant louant un logement de deux pièces, une famille monoparentale louant un logement de trois pièces, et un couple avec enfants louant un logement de quatre pièces), cette étude traite des gains et des pertes, en termes de surface habitable et de coût du logement, observés dans le département des Alpes-Maritimes, lors de l'entrée des ménages locataires du parc privé dans le parc social.

ADIL de Corse – antenne d'Ajaccio

— L'occupation du parc locatif social sur Ajaccio

Novembre 2021

Le logement social est un maillon essentiel du parcours résidentiel, surtout pour les jeunes et les familles monoparentales. En effet, au regard des niveaux de revenu, une personne seule avec ou sans enfant, trouve difficilement à se loger dans le parc privé en raison du montant du loyer, et elle devra par ailleurs attendre longtemps pour obtenir un logement social. En effet, le parc locatif social n'arrive pas à satisfaire une demande soutenue et en augmentation constante tous les ans.

Il était donc important d'analyser l'occupation du parc social afin d'en évaluer les besoins et essayer d'apporter des éléments de réflexion aux actions à mener.

ADIL du Gard

— Les loyers du parc social dans le Gard

Juillet 2021

Les loyers pratiqués dans le parc social sont le fruit d'un héritage, lié au mode de financement initial du logement, dont la segmentation dans le temps (l'époque de construction du logement) et dans l'espace (les anciennes ZUS), limite les capacités d'accès à certains logements sociaux pour les ménages les plus démunis.

ADIL de Maine-et-Loire

— Logements sociaux : une offre diversifiée et croissante en Maine-et-Loire

Avril 2021

Avec un taux de logement social de 18,7 % au 1^{er} janvier 2020, le Maine-et-Loire s'affiche comme le département du Grand-Ouest le mieux pourvu en logements sociaux. Dépassant le taux national (17,4 %) et poursuivant chaque année sa croissance, il s'inscrit comme l'un des départements les plus dotés en France (20^{ème} place).

— La demande de logement social en Maine-et-Loire

Décembre 2021

Parmi les 30 000 demandeurs d'un logement social en Maine-et-Loire, 25 % se sont vus attribuer un logement. Ce taux de satisfaction, bien que largement supérieur à celui du territoire national (17 %), chute sur l'ensemble des intercommunalités du département. Ainsi, l'accès au logement social se tend, ce qui freine le parcours résidentiel des plus modestes et renforce la concurrence entre demandeurs.

ADIL du Morbihan

— Observatoire du logement social

Avril 2021

Cette étude, publiée chaque année, présente d'une part une analyse des chiffres clés du parc locatif social des organismes HLM au 1^{er} janvier 2020, et d'autre part, la demande locative sociale en cours au 1^{er} janvier 2021 dans le Morbihan. Une partie est également consacrée à la tension de la demande sur le territoire.

PDALHPD, publics spécifiques ou en difficultés de logement

Enfin, sont recensées huit études relatives aux difficultés de logement, dont cinq portant en particulier sur les questions d'expulsion locative et de leur prévention. Elles s'inscrivent dans la continuité de la mission d'information des ADIL sur ces questions, en étroite collaboration avec l'État, les départements, les autres collectivités locales, les Caisses d'allocations familiales et les Caisses de mutualité sociale agricole, dans le cadre des Plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD).



Les questions d'expulsion locative et leur prévention

ADIL de l'Ain

— Note de synthèse sur les consultations en lien avec un impayé de loyer

Mars 2021

Les juristes de l'ADIL reçoivent des consultants en situation d'impayés de loyer. En 2018, l'ADIL s'est associée à une expérimentation portant sur le territoire de la CCAPEX de Bourg-en-Bresse. Elle est identifiée comme un acteur-ressource pour les personnes confrontées à de telles situations. Cette expérimentation permet de donner une porte d'entrée directe aux locataires et aux propriétaires recevant ou émettant un commandement de payer. Dans le cadre de cette expérimentation, l'ADIL reçoit également chaque commandement de payer.

La note de synthèse réalisée en 2021 vise à croiser les données sur les consultations « générales » réalisées par les juristes (sur les thématiques impayés et préventions des expulsions) avec celles contenues et disponibles dans les commandements de payer.

ADIL de la Mayenne

— Lettre n° 12 : Les décisions d'expulsion locative en Mayenne

Octobre 2021

Cette lettre de l'observatoire met en exergue la dynamique décisive des acteurs locaux dans la réussite de la prévention des expulsions locatives. L'ensemble des statistiques présentées concerne les décisions de justice pour un impayé de loyer ou un défaut d'assurance. Les décisions du juge peuvent être de deux ordres : la résiliation immédiate du bail (c'est-à-dire l'expulsion du locataire) ou l'octroi d'un plan d'apurement.

ADIL de Paris

— Covid-19 et impayés des salariés du secteur privé dans le parc locatif privé

Mai 2021

En 2020, la crise sanitaire du Covid-19 a bouleversé notre rapport au logement et accentué les difficultés de certains locataires à payer leur loyer. C'est notamment le cas des salariés du secteur privé. Dans ce contexte, l'ADIL de Paris, en partenariat avec Action Logement, a étudié les caractéristiques socio-économiques de ces ménages ainsi que l'origine de leurs impayés en 2020.

— Covid-19 et impayés de loyer : un nouveau profil de salariés du secteur privé en difficulté

Décembre 2021

Alors que 68 % des salariés reçus dans le cadre de la mission « commandement de payer » estiment que leur impayé locatif est imputable au Covid-19, l'ADIL de Paris et Action Logement Services ont souhaité en savoir plus sur le parcours et le profil-type de ces salariés et ont pour cela lancé un questionnaire abordant différentes thématiques telles que le secteur d'activité, le type de contrat ou encore les causes des impayés en lien avec la Covid-19. Il s'agit du deuxième volet de l'étude menée sur les effets de la crise sanitaire sur les impayés de loyers pour les salariés, locataires du parc privé.

— Les impayés de loyer dans le parc privé à Paris en 2020

Juin 2021

Cette publication présente les caractéristiques socio-économiques des ménages en situation d'impayés reçus à l'ADIL de Paris en 2020 ainsi que les facteurs menant à l'impayé locatif, notamment dans un contexte de crise sanitaire. L'accompagnement juridique et l'orientation des ménages sont également restitués dans cette étude.

Les publics spécifiques

ADIL des Alpes-Maritimes

— Le logement des étudiants des Alpes-Maritimes : Chiffres clés

Décembre 2021

Cette étude dresse un portrait de la population étudiante présente dans les Alpes-Maritimes, de l'offre de formation et de l'offre de logements destinés aux étudiants de l'enseignement supérieur. Elle utilise la méthodologie partagée par le réseau national des OTLE et présente les chiffres clés les plus récents au niveau du département des Alpes-Maritimes.

ADIL de la Moselle

— Optimiser l'accompagnement en urgence vers un hébergement adapté et favoriser l'accès à un logement pérenne dès que possible aux femmes victimes de violences

Septembre 2021

Cette étude présente un état des lieux quantitatif et qualitatif sur les violences conjugales, les victimes, les co-victimes et les auteurs de violences conjugales. Le logement est tout d'abord le lieu où s'exercent principalement les violences, et peut devenir lui-même un outil d'emprise pour l'auteur de ces violences (opposition à la vente, mise à la porte, dégradations, accumulation de dettes...). Face à cette réalité, des dispositions légales ont été prises afin de faciliter l'accès au logement pour les victimes de violences. Cette analyse est complétée de 14 fiches-portraits.

— Optimiser l'accès à un logement pérenne et adapté aux gens du voyage en voie de sédentarisation en Moselle

Septembre 2021

Dans le cadre du 8^{ème} PDALHPD de Moselle (2019-2024), un état des lieux complet a été réalisé à partir d'indicateurs chiffrés et qualitatifs relatifs à la sédentarisation des gens du voyage. L'étude aborde les conditions de cette sédentarisation, son volume et sa localisation, ainsi que la prise en compte des gens du voyage en voie de sédentarisation dans les documents d'urbanisme en Moselle. Au moyen de fiches-outils, elle identifie les outils et acteurs mobilisés pour concevoir et produire une opération d'habitat adapté, ainsi que les outils et les acteurs pour les aider et les accompagner dans le cadre de la sédentarisation.

RETROUVER TOUTES NOS PUBLICATIONS SUR NOTRE SITE INTERNET

Analyses juridiques

Jurisprudence

Études & éclairages

Indicateur des taux

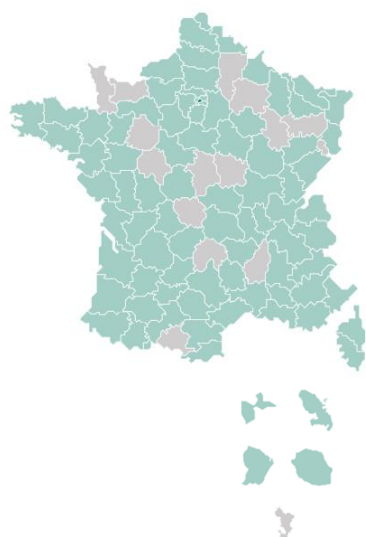
Habitat Actualité

Bulletin bimestriel qui fait le point sur l'actualité du secteur du logement : études, propositions, projets et évolution de la réglementation, jurisprudence...

Consulter tous les « Habitat Actualité »

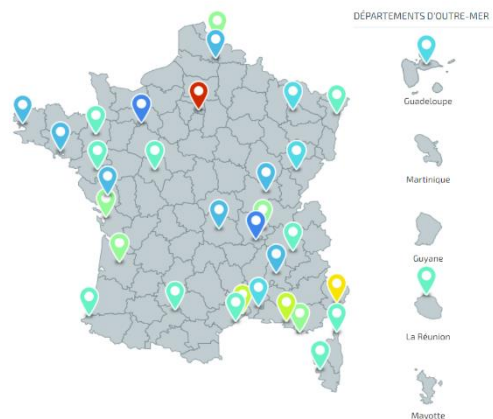
NOTRE EXPERTISE À VOTRE SERVICE

Le réseau des ADIL vous apporte une information complète, neutre et gratuite sur toutes les questions de logement !



■ Départements dotés d'une ADIL
■ Départements non dotés d'une ADIL

Le réseau des observatoires locaux des loyers pour connaître les niveaux des loyers du parc privé.



www.anil.org



observatoires
des loyers.org
le réseau des observatoires locaux
[www.observatoires-
des-loyers.org](http://www.observatoires-des-loyers.org)



Vous abonnez à
nos lettres
d'informations

Vous abonnez à
OLL infos